

Missions de paix onusiennes : le retour du Canada est-il une bonne nouvelle ?

Martin Forgues et Denis Tougas

Numéro 788, janvier–février 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/84237ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Forgues, M. & Tougas, D. (2017). Missions de paix onusiennes : le retour du Canada est-il une bonne nouvelle ? *Relations*, (788), 12–13.

Le gouvernement canadien a récemment annoncé la création d'un programme pour la stabilisation et les opérations de paix. Il dit vouloir ainsi renouer avec la tradition des Casques bleus, délaissée pendant les années Harper au profit de campagnes offensives menées par l'OTAN. Mais cette nouvelle politique, qui prévoit notamment un regain des interventions en Afrique, est-elle souhaitable pour autant ? Nos auteurs invités en débattent.

La nouvelle politique onusienne du Canada poursuit celle des conservateurs en lui ajoutant un vernis humanitaire.

Martin Forgues

L'auteur, journaliste indépendant, a publié entre autres *Un Canada errant sur le sentier de la guerre* (Poètes de brousse, 2015)

Au moment d'écrire ces lignes, début novembre, le ministre canadien de la Défense Harjit Sajjan s'envolait vers le Mali afin d'étudier la possibilité d'y déployer des troupes sous l'égide des Nations unies. Les soldats canadiens reprendront donc, selon toute vraisemblance, le chemin de l'Afrique, un casque bleu enfoncé sur la tête. Ce continent, malgré sa richesse, demeure soumis aux desideratas de l'aide internationale et d'ONG qui déterminent la politique étrangère d'États sous perfusion et dont la sécurité des populations est finalement dépendante du bon vouloir des puissances étrangères.

Maintien de la paix ou néocolonialisme ?

Un examen approfondi de l'histoire des missions de maintien de la paix des Nations unies révèle une étrange coïncidence entre les pays où sont massivement déployées ces troupes multinationales et les endroits où sont concentrés les intérêts politiques et économiques des pays occidentaux. Ces derniers, de toute évidence, contrôlent l'ordre du jour au Conseil de sécurité de l'ONU, chargé d'approuver ou non le déclenchement des missions de « maintien de la paix ». Dans bien des cas, celles-ci reflètent le désir d'anciennes puissances coloniales de maintenir leur influence dans leurs ex-colonies comme la République démocratique du Congo (RDC), la République centrafricaine, la Côte d'Ivoire, ou encore le Mali, dont le fort potentiel minier at-

tire par ailleurs plusieurs compagnies canadiennes qui y font de l'exploration et de l'exploitation.

La mission actuelle au Mali prend en quelque sorte le relais de l'intervention menée par la France en 2013 en réaction au conflit qui a éclaté à la suite de la plus récente révolte touarègue, elle-même facilitée par la chute du régime de Mouammar Kadhafi en Libye. Il est essentiel de rappeler dans ce contexte que le Canada a joué un rôle de premier plan dans l'opération militaire de l'OTAN visant à déloger Kadhafi, emblème du panafricanisme et ennemi déclaré de l'Occident. On connaît la suite : la Libye s'est enfoncée dans la guerre civile, le gouvernement soutenu par l'ONU exerce une influence limitée, voire inexistante et le groupe armé État islamique s'est installé à Syrte, favorisant la circulation d'armes et de groupes djihadistes dans les pays de la région.

Par ailleurs, si on examine même sommairement le mandat de la mission onusienne au Mali, la MINUSMA, en matière de formation des forces de sécurité et de renforcement de leurs capacités, on ne peut que constater l'absence de volonté réelle de la « communauté internationale » de favoriser l'autonomie militaire du Mali face aux groupes armés qui sévissent sur son territoire. Et on peut en dire tout autant des autres pays où les casques bleus sont déployés.

La volonté du Canada de jouer au pompier-pyromane dans la région ne saurait donc être vue autrement que comme une continuation des politiques militaristes du gouvernement Harper couvertes d'un vernis faussement humanitaire.

Une leçon à retenir

Lorsque le Canada a délaissé les missions onusiennes au profit de ses désastreuses épopées militaires en Afghanistan (2001-2014) et en Libye (2011), six ans s'étaient

écoulés depuis la fin de la débâcle des Balkans et le massacre de Srebrenica, qui confirmaient l'échec des missions de « maintien de la paix ». L'implantation de règles d'engagement complètement inadaptées à la réalité du conflit en Bosnie a révélé le caractère caduc de ce modèle d'interventionnisme militaire supranational. Depuis, la nature des conflits s'est profondément transformée. Les armées plus conventionnelles ont été remplacées par des milices sans commandement centralisé ni uniformes, employant des tactiques de guérilla héritées des Talibans d'Afghanistan et des groupes armés en Irak, développées au milieu des années 2000. L'emploi de civils comme boucliers humains et les exactions commises par ces groupes armés sont également monnaie courante. Des réalités qui, lorsqu'on les ajoute à la pérennisation des missions onusiennes sur le continent africain, sèment le doute quant à l'efficacité de ces dernières.

La sécurité et l'autonomie des pays d'Afrique ne peuvent découler de ce type de paternalisme, malgré le caractère bienveillant que cherchent à évoquer les défenseurs des missions de « maintien de la paix ». Si des pays comme le Mali, la RDC et la République centrafricaine se sont vus accorder l'indépendance politique par leurs suzerains coloniaux, la suite logique ne peut être que de poursuivre dans cette voie et de permettre à ces pays de gagner une réelle autonomie militaire, économique et politique afin de compléter le processus de décolonisation de manière pacifique. Autrement, la violence en fera partie intégrante, donnant raison à Frantz Fanon.

Dans cette optique, si le Canada veut réellement renouer avec l'illusion d'être un pays de paix (l'a-t-il seulement déjà été?), il devra d'abord faire le deuil de sa propre hypocrisie. 🇨🇦

MISSIONS DE PAIX ONUSIENNES: LE RETOUR DU CANADA EST-IL UNE BONNE NOUVELLE?

Le Canada a un rôle à jouer dans les opérations de paix de l'ONU.

Denis Tougas

L'auteur a été responsable des dossiers concernant l'Afrique centrale à l'Entraide missionnaire, de 1990 à 2015

«**N**ous, peuples des Nations unies, prenons la résolution de [...] préserver les générations futures du fléau de la guerre [...] et à cette fin [...] d'unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales.» Difficile, même aujourd'hui, de ne pas être d'accord avec ces quelques mots du préambule de la Charte des Nations unies, tant les guerres, certes différentes de celles du XX^e siècle, continuent d'endeuiller la planète. Difficile, aussi, de ne pas se réjouir de la perspective d'une participation plus convaincante du Canada aux missions de paix de l'ONU. On devrait cependant surveiller de près la réalisation de cette promesse électorale du gouvernement Trudeau.

Les échecs des missions onusiennes des années 1990 –en Somalie, en ex-Yougoslavie et au Rwanda notamment– ont détourné le Canada, comme la majorité des pays occidentaux, des opérations de paix de l'ONU. On les jugeait inadaptées à ces conflits d'un genre nouveau sévissant à l'intérieur même des États, où des milices de toutes sortes massacrent et pillent. L'incapacité de défendre les civils et l'inadéquation des mandats ont maintes fois été dénoncées. Depuis, des efforts ont été réalisés pour répondre aux nouveaux défis.

Deux rapports¹ ont proposé une nouvelle approche des conflits où les civils sont souvent des cibles désignées, les droits humains, inconnus, et les capacités des États touchés, restreintes ou inexistantes. L'action militaire, même «robuste», ne sera dorénavant qu'une composante

de missions multidimensionnelles. Elle devra aussi pouvoir se déployer rapidement et efficacement pour prévenir les crises et, enfin, soutenir une stratégie globale de retour à la paix. En outre, elle aura à s'adapter, par étape, au contexte particulier de chaque situation. Et surtout, elle devra se dissocier de la lutte au terrorisme. En somme, il s'agit de sortir du modèle standard qui voyait dans la quantité des troupes engagées la condition suffisante pour soutenir l'ensemble des processus menant à la paix, puis aux élections, ultime étape avant l'instauration d'un État démocratique –un modèle qui, à l'évidence, a échoué.

Devant cette nouvelle approche, le Canada, comme les autres pays riches, n'a plus d'argument acceptable pour ne plus s'engager sérieusement dans les missions de paix onusiennes. Au moins deux raisons devraient l'y encourager.

Tourner la page conservatrice

Premièrement, il est temps d'en finir avec l'époque Harper: le gouvernement conservateur a abruptement tourné le dos à l'ONU et au multilatéralisme en politique internationale pour se soumettre aveuglément aux projets des États-Unis, de l'OTAN et des «coalitions d'États volontaires» en se lançant dans des aventures guerrières comme en Libye ou en Ukraine. Et même si sa participation au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan avait reçu l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU, elle lui a valu de perdre une bonne part de sa crédibilité. En effet, assurer la sécurité et même le «développement» de la province de Kandahar alors que les États-Unis menaient la chasse aux terroristes ailleurs dans le pays a semé la confusion. Le Canada ainsi que l'ONU se sont retrouvés du côté des agresseurs. Revenir au multilatéralisme de l'ONU demeure encore le meilleur gage de légitimité pour des actions militaires.

Un engagement concret pour la paix

Deuxièmement, il est temps que le Canada réponde positivement aux appels répétés du Département du maintien de la paix de l'ONU et fournisse des contingents spécialisés capables de répondre aux exigences nouvelles des missions. Jusqu'à présent, la grande majorité du personnel militaire est fourni par des pays en développement ou émergents: ainsi, 30% des contingents proviennent du sous-continent indien.

Depuis 20 ans, les Occidentaux pressent l'ONU de mener ses opérations avec plus de «robustesse» pour protéger les civils et dissuader les fauteurs de trouble... tout en laissant les autres pays assumer les risques que cela comporte. Les militaires canadiens sont bien formés et bien payés. Ils sont mieux préparés et mieux équipés que la majorité des troupes fournies par les autres pays pour des opérations d'urgence, de protection ou de prévention. De plus, certains militaires parlent français, un atout non négligeable dans le contexte des conflits en Afrique francophone.

On ne connaît pas encore la forme que prendra le Programme pour la stabilisation et les opérations de paix annoncé récemment par le gouvernement Trudeau. Il n'est pas encore certain que cette force sera mise prioritairement à la disposition de l'ONU. Elle pourrait plutôt être utilisée pour protéger les intérêts canadiens à l'étranger. Ce serait une erreur. L'équilibre et la crédibilité du Canada à l'international sont encore à reconstruire. ©

1. Le rapport du Groupe d'étude sur les opérations de paix de l'ONU (Rapport Brahimi), août 2000 et le rapport du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix des Nations unies, juin 2015.